

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 14 JUIN 1981

Aux électrices et électeurs de la 3ème Circonscription

La France vit des moments historiques.

L'arrivée de M. MITTERRAND à la présidence de la République n'est pas faite pour nous rassurer.

A la société bureaucratique et étatisée qu'il prépare, nous aimons mieux une société de liberté laissant à l'initiative privée le soin de s'exprimer.

En ce qui concerne la Guadeloupe, l'avenir apparait plus lourd de menaces puisqu'en réalité c'est notre appartenance à la Nation Française qui est en jeu.

Nous ne saurions oublier que M. François MITTERRAND avait signé avec M. MARCHAIS le Programme Commun qui plaçait les D.O.M. au chapitre réservé aux Affaires étrangères.

La déclaration de M. CATHALA, maire socialiste de Créteil et envoyé de M. MITTERRAND en Guadeloupe, au soir du 1er tour des élections présidentielles le 26 avril dernier, ne peut que confirmer nos craintes quand on sait qu'il a fait appel aux indépendantistes pour voter pour la gauche en leur promettant des satisfactions.

Plus inquiétante est la proposition de loi pour les D.O.M. déposée à l'Assemblée Nationale par le groupe socialiste dont le contenu est autonomiste avec un article 11 ouvrant largement la voie à l'indépendance, puisqu'il est fait mention «d'évolutions institutionnelles et statutaires». Dans le même temps, une autre proposition de loi concernant la Corse était déposée et dans laquelle nous relevons ce passage : «Il n'est pas question d'indépendance pour la Corse. Au demeurant, et au-delà des raisons essentielles qui tiennent à l'histoire, il nous faut affirmer que l'indépendance, si même elle était possible, et voulue, loin de permettre l'émancipation, risquerait d'aboutir à une nouvelle forme d'asservissement.»

Pour les socialistes, les Corses ne doivent pas être réduits à l'indépendance et asservis à la différence des hommes des D.O.M. qui, eux, peuvent devenir indépendants et être asservis.

Le vote massif de l'électorat guadeloupéen pour l'ancien Président de la République, M. Giscard d'Estaing, symbole de la France, constitue un plébiscite que ne saurait négliger M. MITTERRAND.

Il faut donc confirmer ce vote en envoyant siéger à l'Assemblée Nationale un député qui affirme bien haut la volonté de notre population de rester française.

Quoiqu'en dise la gauche, le bilan global de la Vème République et du septennat de M. Giscard d'Estaing n'est pas négatif.

Mis à part les problèmes posés par la crise de l'emploi et grace à l'action que j'ai menée à l'Assemblée Nationale avec l'appui des formations de l'ancienne majorité, nous avons pu enregistrer des progrès considérables dans les domaines suivants :

— EXTENSION DES LOIS SOCIALES DANS LES D.O.M. : mise en place de la Caisse de chômage, amélioration sensible de la retraite des vieux, des allocations familiales, des allocations aux handicapés, aux femmes seules, extension de l'allocation de logement, etc...

— AIDE A L'ECONOMIE : aide à la canne et à la banane notamment lors des cyclones, développement touristique, aide à l'artisanat, à la moyenne et à la petite entreprise, mise en place de l'hydraulique agricole.

— DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES : routes - adductions d'eau et assainissement - électricité - hôpitaux - équipements scolaires - installations sportives, portuaires et aéroportuaires, aide à l'habitat, etc...

Cependant la population reste inquiète.

L'agitation que mène une poignée d'extrémistes qui n'hésitent pas d'utiliser des méthodes terroristes, crée un climat d'insécurité susceptible de freiner le développement du département en décourageant les investisseurs.

Cette agitation s'étend à l'Université et aux établissements scolaires.

L'augmentation du chômage ne peut que favoriser cette propagande subversive.

C'est la raison pour laquelle il convient de faire régner l'ordre et de privilégier le développement économique.

Il faut aider notre agriculture à se diversifier et à se développer. Il faut encourager les promoteurs à investir dans le tourisme, la petite et moyenne industrie. Il faut faciliter l'installation des artisans et des petits commerçants.

Il faut développer la pêche et l'élevage grace à une politique d'aide matérielle et technique.

Enfin, il faut supprimer les disparités qui existent encore dans l'application des lois sociales dans les D.O.M.

La hâte fébrile de M. MITTERRAND pour faire les élections législatives ne peut se comprendre que dans sa crainte d'être jugé sur les résultats de sa politique.

Des mesures seront annoncées : elles seront électoralistes.

Que nous sert d'accorder des avantages que l'augmentation du coût de la vie réduira à néant dans les semaines qui suivront.

C'est pourquoi nous appelons la population à voter massivement le 14 juin prochain pour le maintien de la Guadeloupe au sein de la Nation Française et pour la mise en place d'un vaste programme de développement économique indispensable au règlement des problèmes de l'emploi.

Raymond GUILLIOD
Député sortant
Candidat U.N.M. - R.P.R.

Robert TAMAS
Remplaçant
Maire de Saint-Claude